

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 1589

[2012/202884]

**10 MAI 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon  
modifiant divers arrêtés du Gouvernement wallon en matière de déchets**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 22 juillet 1974 sur les déchets toxiques;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, notamment les articles 2, 3, 5, 8, 10 et 60;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 17, 45, 83 et 97;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 juin 1990 établissant les règles de l'enquête publique relative à la planification de l'élimination des déchets;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux polychlorobiphényles et aux polychloroterphényles;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue de déchets;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et des transporteurs de déchets autres que dangereux;

Vu l'avis 50.707/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 décembre 2011, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'avis de la Commission des déchets, donné le 19 septembre 2011;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 1<sup>er</sup> septembre 2011;

Sur proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Objet***Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives.CHAPITRE II. — *Modifications apportées à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992  
relatif aux déchets dangereux***Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux déchets dangereux, modifié par l'arrêté du 4 juillet 2002, sont apportées les modifications suivantes :1<sup>o</sup> le point 2<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :« 2<sup>o</sup> collecte : le ramassage de déchets, y compris leur tri et stockage préliminaires, en vue de leur transport vers une installation de traitement des déchets; »;2<sup>o</sup> le point 12<sup>o</sup> est abrogé.**Art. 3.** L'article 4 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 4 juillet 2002, est remplacé par un nouvel article rédigé comme suit :« Art. 4. § 1<sup>er</sup>. Les déchets dangereux ne peuvent être mélangés ni avec d'autres catégories de déchets dangereux, ni avec d'autres déchets, substances ou matières.

Le mélange comprend la dilution de substances dangereuses.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le mélange de déchets dangereux avec d'autres déchets dangereux ou avec d'autres déchets, substances ou matières, est autorisé à condition que :

a) l'opération de mélange soit effectuée par un établissement ou une personne autorisée;

b) les dispositions de l'article 6bis du décret soient rencontrées et que les effets nocifs de la gestion des déchets sur la santé humaine et l'environnement ne soient pas aggravés, et

c) l'opération de mélange s'effectue selon les meilleures techniques disponibles.

§ 3. Lorsque des déchets dangereux ont été mélangés, en méconnaissance du paragraphe 1<sup>er</sup>, une opération de séparation a lieu, si possible et si nécessaire, en tenant compte de critères de faisabilité technique et économique, pour se conformer à l'article 6bis du décret. ».**Art. 4.** Dans le même arrêté, il est ajouté un article 4bis rédigé comme suit :

« Art. 4bis. Lors de la collecte, du transport et du stockage temporaire des déchets dangereux, ceux-ci sont emballés et étiquetés conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 28 juin 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par route ou par chemin de fer, à l'exception des matières explosibles et radioactives, et de l'accord européen sur le transport international des marchandises dangereuses par route, du règlement concernant le transport international ferroviaire des marchandises dangereuses, ou de l'arrêté royal du 31 juillet 2009 relatif au transport des marchandises dangereuses par voie de navigation intérieure et de l'accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par voies de navigation intérieures. ».

**Art. 5.** L'intitulé du Chapitre III du même arrêté, modifié par l'arrêté du 4 juillet 2002, est remplacé par ce qui suit :  
« Chapitre III. — De l'agrément des collecteurs, transporteurs, courtiers et négociants de déchets dangereux. ».

**Art. 6.** A l'article 29 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 4 juillet 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'article 29, les mots « à titre professionnel » sont insérés entre les mots « dangereux » et « sont »;

2° un deuxième alinéa est ajouté rédigé comme suit :

« Le même agrément est requis pour l'exercice des activités de courtier et négociant en déchets. ».

**Art. 7.** L'article 31 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 4 juillet 2002, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 31. La liste des collecteurs, transporteurs, courtiers et négociants de déchets dangereux est publiée annuellement au *Moniteur belge* et sur le portail environnement de la Région wallonne. ».

**Art. 8.** L'article 32, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par l'arrêté du 4 juillet 2002, est remplacé par ce qui suit :

« Pour être agréé comme collecteur, transporteur, courtier ou négociant de déchets dangereux, il faut satisfaire aux conditions suivantes : ».

**Art. 9.** Dans l'article 36, § 2, c), du même arrêté, les mots « ou transportée annuellement » sont remplacés par les mots « , transportée ou soumise aux opérations de négoce ou de courtage annuellement; ».

**Art. 10.** L'article 37 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 37. La décision est notifiée au demandeur, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte. Toute décision d'agrément est publiée par extrait au *Moniteur belge*. Cet extrait mentionne l'identité du collecteur, du transporteur, du négociant ou du courtier et la nature des déchets qui peuvent faire l'objet de ces différentes opérations. ».

**Art. 11.** A l'article 59 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 4 juillet 2002, sont apportées les modifications suivantes :

1° les mots « ainsi que tout courtier ou négociant, » sont insérés entre les mots « valorisation de déchets dangereux » et « tient un registre »;

2° un deuxième alinéa est ajouté rédigé comme suit :

« Les pièces justificatives concernant l'exécution des opérations de gestion sont fournies à la demande de l'Office ou du détenteur antérieur. ».

**Art. 12.** Dans l'article 70 du même arrêté, les mots « bordereau de transport agréé visé aux articles 53, 84 et 112 de l'arrêté de l'Exécutif du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées » sont remplacés par les mots « formulaire de transport visé à l'article 24 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique ».

**Art. 13.** L'article 71, § 2, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Cette Commission est composée :

1° du directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ou de son délégué, qui en assume la présidence;

2° de l'inspecteur général de l'Office ou de son délégué;

3° de l'inspecteur général du Département des Permis et Autorisations ou de son délégué;

4° de l'inspecteur général du Département de l'Environnement et de l'Eau ou de son délégué;

5° de l'inspecteur général du Département de la Police et des Contrôles ou de son délégué;

6° de trois experts choisis en vertu de leur compétence scientifique particulière notamment dans les domaines suivants : génie chimique, toxicologie et agronomie;

7° d'un représentant du laboratoire de référence de la Région wallonne visé à l'article 40 du décret;

8° d'un secrétaire choisi au sein de l'Office.

Les membres de la Commission visés aux points 6° à 8° ci-dessus sont nommés pour un terme de six ans par le Ministre. Leur mandat est renouvelable à l'expiration du délai. Lorsque le mandat prend fin avant terme, le Ministre nomme un remplaçant qui achève le mandat en cours. ».

**Art. 14.** Dans les articles 34, § 1<sup>er</sup>, 35, 36, §§ 1<sup>er</sup> et 3, alinéa 4, et 56, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « par lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte ».

#### CHAPITRE III. — Modifications apportées à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées

**Art. 15.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux huiles usagées, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° huiles usagées : les huiles usagées telles que définies dans le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets; »;

2° le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° collecte : le ramassage d'huiles usagées, y compris leur tri et stockage préliminaires, en vue de leur transport vers une installation de traitement des déchets; »;

3° le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° régénération : toute opération de recyclage permettant de produire des huiles de base par un raffinage d'huiles usagées, impliquant notamment l'extraction des contaminants, des produits d'oxydation et des additifs contenus dans ces huiles; »;

4° le 14° est abrogé.

**Art. 16.** Dans l'article 23 du même arrêté, les mots « bordereau de transport agréé visé aux articles 53, 84 et 112 de l'arrêté de l'Exécutif du 23 juillet 1987 relatif aux décharges contrôlées » sont remplacés par les mots « formulaire de transport visé à l'article 24 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 février 2003 fixant les conditions sectorielles d'exploitation des centres d'enfouissement technique ».

CHAPITRE IV. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue de déchets*

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. L'article 3, 2°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 1997 établissant un catalogue de déchets, modifié par l'arrêté du 24 janvier 2002, est remplacé par ce qui suit :

« 2° soit s'il possède une ou des caractéristiques figurant à l'annexe III et en ce qui concerne les points H3 à H8, H10 et H11 de l'annexe III, s'il possède une ou plusieurs des caractéristiques suivantes :

- le point d'éclair est inférieur ou égal à 55 °C;
- ils contiennent une ou plusieurs substances classées comme très toxiques à une concentration totale égale ou supérieure à 0,1 %;
- ils contiennent une ou plusieurs substances classées comme toxiques à une concentration totale égale ou supérieure à 3 %;
- ils contiennent une ou plusieurs substances classées comme nocives à une concentration totale égale ou supérieure à 25 %;
- ils contiennent une ou plusieurs substances corrosives de la classe R35 à une concentration totale égale ou supérieure à 1 %;
- ils contiennent une ou plusieurs substances corrosives de la classe R34 à une concentration totale égale ou supérieure à 5 %;
- ils contiennent une ou plusieurs substances irritantes de la classe R41 à une concentration totale égale ou supérieure à 10 %;
- ils contiennent une ou plusieurs substances irritantes des classes R36, R37, R38 à une concentration totale égale ou supérieure à 20 %;
- ils contiennent une substance reconnue comme étant cancérigène, des catégories 1 ou 2, à une concentration égale ou supérieure à 0,1 %;
- ils contiennent une substance reconnue comme étant cancérigène, de la catégorie 3, à une concentration égale ou supérieure à 1 %;
- ils contiennent une substance toxique pour la reproduction, des catégories 1 ou 2, des classes R60, R61 à une concentration égale ou supérieure à 0,5 %;
- ils contiennent une substance toxique pour la reproduction, de catégorie 3, des classes R62, R63 à une concentration égale ou supérieure à 5 %;
- ils contiennent une substance mutagène, des catégories 1 ou 2 de la classe R46 à une concentration égale ou supérieure à 0,1 %;
- ils contiennent une substance mutagène, de la catégorie 3, de la classe R40 à une concentration égale ou supérieure à 1 % . ».

**Art. 18.** Dans l'article 4 du même arrêté, les mots « l'article 3, 2°, a) » sont remplacés par les mots « l'article 3, 2° ».

**Art. 19.** A l'article 8 du même arrêté, il est ajouté un deuxième alinéa rédigé comme suit :

« Dans le cas où l'Office reconnaît le caractère non dangereux d'un déchet identifié comme dangereux par l'article 3, 1°, il doit en avertir la Commission européenne sans délai en lui fournissant les preuves nécessaires. ».

**Art. 20.** Dans le même arrêté, il est ajouté un article 8bis rédigé comme suit :

« Art. 8bis. Le déclassement de déchets dangereux en déchets non dangereux ne peut pas se faire par dilution ou mélange en vue d'une diminution des concentrations initiales en substances dangereuses sous les seuils définissant le caractère dangereux d'un déchet. ».

**Art. 21.** A l'annexe I<sup>er</sup> du même arrêté, « B » est remplacé par « NB » en vis-à-vis du code 03 03 02 dans la colonne « déchets organiques biodégradables ou non biodégradables ».

**Art. 22.** L'annexe II du même arrêté est abrogée.

**Art. 23.** L'annexe III du même arrêté est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

CHAPITRE V. — *Modifications apportées à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux polychlorobiphényles et aux polychloroterphényles*

**Art. 24.** A l'article 6 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 9 avril 1992 relatif aux polychlorobiphényles et aux polychloroterphényles, modifié par l'arrêté du 4 juillet 2002, les mots « à titre professionnel » sont insérés entre les mots « PCB/PCT » et « doit ».

CHAPITRE VI. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement*

**Art. 25.** Dans l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, modifié par l'arrêté du 27 novembre 2008, par l'arrêté du 12 février 2009, par l'arrêté du 27 mai 2009 et par l'arrêté du 10 février 2011, il est inséré entre les alinéas 5 et 6, un alinéa rédigé comme suit :

« La décision accordant le permis d'environnement pour une installation d'incinération et/ou de coïncinération de déchets mentionne les mesures prévues pour assurer une efficacité énergétique élevée de la valorisation des déchets. ».

**Art. 26.** A l'article 46 du même arrêté, il est inséré entre les alinéas 5 et 6, un alinéa rédigé comme suit :

« La décision accordant le permis unique pour une installation d'incinération et/ou de coïncinération de déchets mentionne les mesures prévues pour assurer une efficacité énergétique élevée de la valorisation des déchets. ».

**Art. 27.** A l'annexe XVII du même arrêté, il est ajouté un point *e*) rédigé comme suit :

« *e*) lorsque la demande concerne une installation d'incinération et/ou de coïncinération de déchets avec valorisation énergétique, cette valorisation présente une efficacité énergétique élevée. ».

CHAPITRE VII. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et des transporteurs de déchets autres que dangereux*

**Art. 28.** Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 novembre 2003 relatif à l'enregistrement des collecteurs et des transporteurs de déchets autres que dangereux, les mots « , des courtiers, des négociants » sont insérés entre les mots « collecteurs » et « et transporteurs de déchets ».

**Art. 29.** L'intitulé du Chapitre II du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre II. — De l'enregistrement des collecteurs, transporteurs, courtiers et négociants de déchets autres que dangereux. ».

**Art. 30.** A l'article 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté du 12 juillet 2007, un dernier alinéa est ajouté comme suit :

« Le même enregistrement est requis pour l'exercice des activités de courtier et négociant en déchets. ».

**Art. 31.** L'article 3 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 3. La liste des collecteurs, transporteurs, courtiers et négociants enregistrés est publiée annuellement au *Moniteur belge*. ».

**Art. 32.** Dans l'article 4, § 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remise contre récépissé » sont remplacés par les mots « soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte ».

**Art. 33.** L'article 4, § 2, 2<sup>o</sup>, *e*), du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« *e*) une description succincte des moyens techniques et humains affectés aux activités pour lequel l'enregistrement est sollicité. ».

**Art. 34.** Dans l'article 5, alinéa 4, du même arrêté, les mots « par lettre à la poste » sont remplacés par les mots « soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte ».

**Art. 35.** Dans les articles 7, 9 et 11 du même arrêté, les mots « par lettre recommandée à la poste » sont remplacés par les mots « soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par le recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte ».

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales et abrogatoires*

**Art. 36.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 14 juin 1990 établissant les règles de l'enquête publique relative à la planification de l'élimination des déchets est abrogé.

**Art. 37.** Pour l'article 27, les demandes de permis introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

**Art. 38.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 mai 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

## Annexe

## « Annexe III

## Caractéristiques de danger pour les déchets

H1	Explosif	substances et préparations pouvant exploser sous l'effet de la flamme ou qui sont plus sensibles aux chocs ou aux frottements que le dinitrobenzène.
H2	Comburant	substances et préparations qui, au contact d'autres substances, notamment de substances inflammables, présentent une réaction fortement exothermique.
H3-A.	Facilement inflammable	substances et préparations à l'état liquide (y compris les liquides extrêmement inflammables), dont le point éclair est inférieur à 21 °C; ou - substances et préparations pouvant s'échauffer au point de s'enflammer à l'air à température ambiante sans apport d'énergie; ou - substances et préparations à l'état solide qui peuvent s'enflammer facilement par une brève action d'une source d'inflammation et qui continuent à brûler ou à se consumer après l'éloignement de la source d'inflammation; ou - substances et préparations à l'état gazeux qui sont inflammables à l'air à une pression normale; ou - substances et préparations qui, au contact de l'eau ou de l'air humide, produisent des gaz facilement inflammables en quantités dangereuses.
H3-B.	Inflammable	substances et préparations liquides, dont le point d'éclair est égal ou supérieur à 21 °C et inférieur ou égal à 55 °C.
H4	Irritant	substances et préparations non corrosives qui, par contact immédiat, prolongé ou répété avec la peau ou les muqueuses, peuvent provoquer une réaction inflammatoire.
H5	Nocif	substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent entraîner des risques de gravité limitée.
H6	Toxique	substances et préparations (y compris les substances et préparations très toxiques) qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent entraîner des risques graves, aigus ou chroniques, voire la mort.
H7	Cancérogène	substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire le cancer ou en augmenter la fréquence.
H8	Corrosif	substances et préparations qui, en contact avec des tissus vivants, peuvent exercer une action destructrice sur ces derniers.
H9	Infectieux	substances et préparations contenant des micro-organismes viables ou leurs toxines, dont on sait ou dont on a de bonnes raisons de croire qu'ils causent la maladie chez l'homme ou chez d'autres organismes vivants.
H10	Toxique pour la reproduction	substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire des malformations congénitales non héréditaires ou en augmenter la fréquence.
H11	Mutagène	substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire des défauts génétiques héréditaires ou en augmenter la fréquence.
H12	Déchets	qui, au contact de l'eau, de l'air ou d'un acide, dégagent un gaz toxique ou très toxique.
H13	Sensibilisant	substances et préparations qui, par inhalation ou pénétration cutanée, peuvent donner lieu à une réaction d'hypersensibilisation telle qu'une nouvelle exposition à la substance ou à la préparation produit des effets néfastes caractéristiques.
H14	Ecotoxique	substances et préparations qui peuvent présenter des risques immédiats ou différés pour une ou plusieurs composantes de l'environnement.
H15		Substances et préparations susceptibles, après élimination, de donner naissance, par quelque moyen que ce soit, à une autre substance, par exemple un produit de lixiviation, qui possède l'une des caractéristiques nommées ci-avant.

L'attribution des caractéristiques de danger « toxique » (et « très toxique »), « nocif », « corrosif », « irritant », « cancérigène », « toxique pour la reproduction », « mutagène » et « écotoxique » répond aux critères fixés par l'annexe VI de l'arrêté royal du 24 mai 1982 réglementant la mise sur le marché de substances pouvant être dangereuses pour l'homme ou son environnement.

Lorsqu'il y a lieu, les valeurs limites figurant aux parties B et C de l'annexe I<sup>re</sup> de l'arrêté royal du 11 janvier 1993 réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des préparations dangereuses en vue de leur mise sur le marché ou de leur emploi s'appliquent.

Méthodes d'essai

Les méthodes à utiliser sont décrites le règlement de la Commission concernant les méthodes d'essai, tel que spécifié à l'article 13, paragraphe 2, du Règlement (CE) n° 1907/2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), et instituant une agence européenne des produits chimiques, et dans d'autres notes pertinentes du Comité européen de normalisation (CEN).

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mai 2012 modifiant divers arrêtés du Gouvernement wallon en matière de déchets.

Namur, le 10 mai 2012.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

#### ÜBERSETZUNG

#### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 1589

[2012/202884]

#### 10. MAI 2012 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Erlasse der Wallonischen Regierung in Sachen Abfälle

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 22. Juli 1974 über die giftigen Abfälle;

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, insbesondere der Artikel 2, 3, 5, 8, 10 und 60;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 17, 45, 83 und 97;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. Juni 1990 zur Festlegung der Regeln für die öffentliche Untersuchung bezüglich der Planung der Abfallbeseitigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über polychlorierte Biphenyle und Terphenyle;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung des Abfallkatalogs;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. November 2003 über die Registrierung der Sammler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen;

Aufgrund des am 27. Dezember 2011 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 50.707/4 des Staatsrats;

Aufgrund des am 19. September 2011 abgegebenen Gutachtens der Kommission für Abfälle;

Aufgrund des am 1. September 2011 abgegebenen Gutachtens des «Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne» (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt, Raumordnung und Mobilität,

Beschließt:

#### KAPITEL I — Gegenstand

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien teilweise umgesetzt.

KAPITEL II — Abänderungen am Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle

**Art. 2** - § 1. In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über die gefährlichen Abfälle, abgeändert durch den Erlass vom 4. Juli 2002 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1<sup>o</sup> der Punkt 2 wird durch Folgendes ersetzt:

«2<sup>o</sup> Sammlung: das Einsammeln von Abfällen, einschließlich ihrer vorherigen Sortierung und Lagerung, im Hinblick auf ihren Abtransport zu einer Abfallbehandlungsanlage;»;

2<sup>o</sup> der Punkt 12<sup>o</sup> wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 3** - Artikel 4 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass vom 4. Juli 2002, wird durch einen neuen Artikel mit folgendem Wortlaut ersetzt:

«Art. 4 - § 1. Die gefährlichen Abfälle dürfen weder mit anderen Kategorien gefährlicher Abfälle, noch mit anderen Abfällen, Substanzen oder Stoffen gemischt werden.

Die Mischung enthält die Verdünnung von gefährlichen Stoffen.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 ist die Mischung von gefährlichen Abfällen mit anderen gefährlichen Abfällen oder mit anderen Abfällen, Substanzen oder Stoffen zugelassen, unter der Bedingung, dass:

- a) der Mischungsvorgang durch eine zugelassene Einrichtung oder Person durchgeführt wird;
- b) den Bestimmungen des Artikels 6bis des Dekrets nachgekommen wird und dass die schädlichen Auswirkungen der Abfallbewirtschaftung auf die menschliche Gesundheit und die Umwelt nicht verschlimmert werden und;
- c) der Mischungsvorgang gemäß den besten verfügbaren Techniken durchgeführt wird.

§ 3. Wenn die gefährlichen Abfälle in Unkenntnis des Paragraphen 1 vermischt wurden, findet ein Trennvorgang statt, wenn möglich und falls notwendig unter Berücksichtigung der technischen und wirtschaftlichen Durchführbarkeitskriterien, um mit Artikel 6bis des Dekrets in Übereinstimmung zu kommen.»

**Art. 4** - In demselben Erlass wird ein Artikel 4bis mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Art. 4bis - Während der Sammlung, der Beförderung und der vorläufigen Lagerung der gefährlichen Abfälle werden diese gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 28. Juni 2009 über die Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße oder mit Eisenbahnen, mit Ausnahme von explosionsfähigen und radioaktiven Stoffen, und des Europäischen Übereinkommens über die internationale Beförderung gefährlicher Güter auf der Straße, der internationalen Ordnung für die Beförderung gefährlicher Güter mit der Eisenbahn oder des Königlichen Erlasses vom 31. Juli 2009 über die Beförderung gefährlicher Güter auf Binnenwasserstraßen und des Europäischen Übereinkommens über die internationale Beförderung gefährlicher Güter auf Binnenwasserstraßen verpackt und gekennzeichnet.»

**Art. 5** - Die Überschrift des Kapitels III desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass vom 4. Juli 2002, wird durch Folgendes ersetzt:

«Kapitel III — «Zulassung der Sammler, Transportunternehmer, Makler und Händler von gefährlichen Abfällen».

**Art. 6** - In Artikel 29 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass vom 4. Juli 2002, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Artikel 29 wird das Wort «berufliche» vor das Wort «Sammlung» gesetzt;

2° ein zweiter Absatz mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«Dieselbe Zulassung ist für die Ausübung der Tätigkeiten als Makler oder Händler von Abfällen erforderlich.».

**Art. 7** - Artikel 31 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass vom 4. Juli 2002, wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 31 - Die Liste der Sammler, Transportunternehmer, Makler und Händler von gefährlichen Abfällen wird jährlich im *Belgischen Staatsblatt* und im Umweltportal der Wallonischen Region veröffentlicht.».

**Art. 8** - Artikel 32, Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass vom 4. Juli 2002, wird durch Folgendes ersetzt:

«Um als Sammler, Transportunternehmer, Makler oder Händler von gefährlichen Abfällen zugelassen zu werden, müssen folgende Bedingungen erfüllt werden:».

**Art. 9** - In Artikel 36, § 2, c) desselben Erlasses wird das Wort «befördert» durch die Wörter «befördert oder Handels- oder Maklergeschäften unterworfen werden könnten;» ersetzt.

**Art. 10** - Artikel 37 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 37 - Der Beschluss wird dem Antragsteller entweder per Einschreiben gegen Empfangsbestätigung oder durch ein ähnliches Verfahren, durch welches der Sendung und dem Erhalt der Akte ein sicheres Datum gegeben wird, zugestellt. Jeder Zulassungsbeschluss wird im Belgischen Staatsblatt auszugsweise veröffentlicht. In diesem Auszug werden die Identität des Sammlers, Transportunternehmers, Händlers oder Maklers und die Art der Abfälle, die Gegenstand dieser verschiedenen Geschäfte sein können, angegeben.».

**Art. 11** - In Artikel 59 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass vom 4. Juli 2002, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wörter «sowie jeder Makler oder Händler» werden hinter die Wörter «von gefährlichen Abfällen» gesetzt;

2° ein zweiter Absatz mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«Die Belege betreffend die Ausführung der Behandlungsvorgänge werden auf Anfrage des Amtes oder des vorherigen Besitzers vorgelegt.».

**Art. 12** - In Artikel 70 desselben Erlasses werden die Wörter «den in den Artikeln 53, 84 und 112 des Erlasses der Exekutive vom 23. Juli 1987 bezüglich der überwachten Deponien genehmigten Transportschein» durch die Wörter «das in Artikel 24 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren erwähnte Transportformular» ersetzt.

**Art. 13.** Artikel 71, § 2, Absätze 1 und 2 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

« § 2. Diese Kommission setzt sich zusammen aus:

1° dem Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt oder seinem Beauftragten, der den Vorsitz des Ausschusses übernimmt;

2° dem Generalinspektor des Amtes oder seinem Beauftragten;

3° dem Generalinspektor der Abteilung Genehmigungen und Erlaubnisse oder seinem Beauftragten;

4° dem Generalinspektor der Abteilung Umwelt und Wasser oder seinem Beauftragten;

5° dem Generalinspektor der Abteilung Polizei und Kontrollen oder seinem Beauftragten;

6° drei Sachverständigen, die aufgrund ihrer besonderen wissenschaftlichen Fachkundigkeit insbesondere in den nachstehenden Bereichen ausgesucht wurden: technische Chemie, Toxikologie und Agronomie;

7° einem Vertreter des in Artikel 40 des Dekrets erwähnten Referenzlaboratoriums der Wallonischen Region;

8° einem innerhalb des Amtes ausgewählten Sekretär.

Die Mitglieder der in den oben stehenden Punkten 6° bis 8° erwähnten Kommission werden vom Minister für einen Zeitraum von sechs Jahren ernannt. Ihr Mandat kann nach Ablauf der Frist erneuert werden. Wenn das Mandat vor dieser Frist endet, ernannt der Minister einen Stellvertreter, der das laufende Mandat zu Ende führt.».

**Art. 14** - In den Artikeln 34, § 1, 35, 36, §§ 1 und 3, Absatz 4, und 56, § 1 desselben Erlasses werden die Wörter «per Einschreiben» durch die Wörter «entweder per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung oder durch ein ähnliches Verfahren, durch welches der Sendung und dem Erhalt der Akte ein sicheres Datum gegeben wird» ersetzt.

KAPITEL III — *Abänderungen am Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 9 April 1992 über Altöle*

**Art. 15** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über Altöle werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° der Punkt 1° wird durch das Folgende ersetzt:

«1° Altöle: die Altöle, wie sie im Dekret vom 27. Juni 1996 über die Abfälle definiert werden;».

2° der Punkt 2° wird durch das Folgende ersetzt:

«2° Sammlung: das Einsammeln von Abfällen, einschließlich ihrer vorherigen Sortierung und Lagerung, im Hinblick auf ihren Abtransport zu einer Abfallbehandlungsanlage;»

3° der Punkt 8° wird durch das Folgende ersetzt:

«8° Aufbereitung: : jeder Recyclingsvorgang, durch den Grundöle durch die Raffination von Altölen, insbesondere unter Miteinbeziehung der Extraktion der Schadstoffe, der Oxidationprodukte und der in den Ölen enthaltenen Additive, erzeugt werden können;».

4° Punkt 14° wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 16** - In Artikel 23 desselben Erlasses werden die Wörter «den in den Artikeln 53, 84 und 112 des Erlasses der Exekutive vom 23. Juli 1987 bezüglich der überwachten Deponien genehmigten Transportschein» durch die Wörter «das in Artikel 24 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Februar 2003 zur Festlegung der sektorbezogenen Betriebsbedingungen der technischen Vergrabungszentren erwähnte Transportformular» ersetzt.

KAPITEL IV — *Abänderungen am Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festlegung des Abfallkatalogs*

**Art. 17** - § 1. Artikel 3, 2° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 1997 zur Festsetzung eines Abfallkatalogs, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Januar 2002, wird durch Folgendes ersetzt:

«2° oder wenn er eine oder mehrere Eigenschaften aufweist, die in der Anlage III aufgeführt werden und, was die Punkte H3 bis H8, H10 und H11 der Anlage III betrifft, wenn er eine oder mehrere der folgenden Eigenschaften aufweist:

- Flammpunkt von höchstens 55°C;
- Gesamtgehalt von 0,1% an einem oder mehreren als sehr giftig eingestuften Stoffen;
- Gesamtgehalt von 3% an einem oder mehreren als giftig eingestuften Stoffen;
- Gesamtgehalt von 25% an einem oder mehreren als gesundheitsschädlich eingestuften Stoffen;
- Gesamtgehalt von 1% an einem oder mehreren nach R35 als ätzend eingestuften Stoffen;
- Gesamtgehalt von 5% an einem oder mehreren nach R34 als ätzend eingestuften Stoffen;
- Gesamtgehalt von 10% an einem oder mehreren nach R41 als reizend eingestuften Stoffen;
- Gesamtgehalt von 20% an einem oder mehreren nach R36, R37, R38 als reizend eingestuften Stoffen;
- Gesamtgehalt von 0,1% an einem als Krebserreger bekannten Stoff der Kategorien 1 oder 2;
- Gesamtgehalt von 0,1% an einem als Krebserreger bekannten Stoff der Kategorie 3;
- Gesamtgehalt von 0,5% an einem fortpflanzungsgefährdenden Stoff der Kategorien 1 oder 2, nach R60, R61;
- Gesamtgehalt von 0,5% an einem fortpflanzungsgefährdenden Stoff der Kategorie 3, nach R62, R63;
- Gesamtgehalt von 0,1% an einem mutagenen Stoff der Kategorien 1 oder 2, nach R46;
- Gesamtgehalt von 1% an einem mutagenen Stoff der Kategorie 3, nach R40.».

**Art. 18** - In Artikel 4 desselben Erlasses werden die Wörter «Artikel 3, 2°, a) durch die Wörter «Artikel 3, 2°» ersetzt.

**Art. 19** - In Artikel 8 desselben Erlasses wird ein zweiter Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Falls das Amt die nicht gefährliche Eigenschaft eines durch Artikel 3, 1° als gefährlich identifizierten Abfalls anerkennt, muss es die Europäische Kommission unverzüglich davon in Kenntnis setzen, indem es ihr den erforderlichen Nachweis übermittelt.».

**Art. 20** - In demselben Erlass wird ein Artikel *8bis* mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Art. *8bis* - Die Neueinstufung von gefährlichem Abfall als nicht gefährlicher Abfall darf nicht durch Verdünnung oder Mischung des Abfalls zu dem Zweck, die ursprünglichen Konzentrationen an gefährlichen Stoffen unter die Schwellenwerte zu senken, die einen Abfall zu gefährlichem Abfall machen, erreicht werden.».

**Art. 21** - In der Anlage I desselben Erlasses, wird «B» durch «NB» gegenüber dem Code 03 03 02 in der Spalte «Organische biologisch abbaubare oder nicht abbaubare Abfälle» ersetzt.

**Art. 22** - Die Anlage II desselben Erlasses wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 23** - Die Anlage III desselben Erlasses wird durch die dem vorliegenden Erlass beigefügte Anlage ersetzt.



KAPITEL V — *Abänderungen am Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über polychlorierte Biphenyle und Terphenyle*

**Art. 24** - In Artikel 6 des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 9. April 1992 über polychlorierte Biphenyle und Terphenyle, abgeändert durch den Erlass vom 4. Juli 2002, wird das Wort «berufliche» vor das Wort «Sammler» gesetzt.

KAPITEL VI — *Abänderungen am Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung*

**Art. 25** - In Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 über das Verfahren und verschiedene Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, abgeändert durch den Erlass vom 27. November 2008, durch den Erlass vom 12. Februar 2009, durch den Erlass vom 27. Mai 2009 und durch den Erlass vom 10. Februar 2011, wird zwischen die Absätze 5 und 6 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«In dem Beschluss zur Gewährung der Umweltgenehmigung für eine Anlage zur Verbrennung und/oder Mitverbrennung von Abfällen werden die zur Gewährleistung einer hohen Energieeffizienz der Verwertung der Abfälle vorgesehenen Maßnahmen angegeben.».

**Art. 26** - In Artikel 46 desselben Erlasses wird zwischen die Absätze 5 und 6 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«In dem Beschluss zur Gewährung der Globalgenehmigung für eine Anlage zur Verbrennung und/oder Mitverbrennung von Abfällen werden die zur Gewährleistung einer hohen Energieeffizienz der Verwertung der Abfälle vorgesehenen Maßnahmen angegeben.».

**Art. 27** - In der Anlage XVII desselben Erlasses wird ein Punkt *e*) mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«*e*) wenn der Antrag eine Anlage zur Verbrennung und/oder Mitverbrennung von Abfällen mit energetischer Verwertung betrifft, weist diese Verwertung eine hohe Energieeffizienz auf.».

KAPITEL VII — *Abänderungen am Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. November 2003 über die Registrierung der Sammler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen*

**Art. 28** - In der Überschrift des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. November 2003 über die Registrierung der Sammler und Transportunternehmer von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen werden die Wörter «Makler, Händler» zwischen die Wörter «Sammler» und «und Transportunternehmer» eingefügt.

**Art. 29** - Die Überschrift des Kapitels II desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Kapitel II - Registrierung der Sammler, Transportunternehmer, Makler und Händler von anderen Abfällen als gefährlichen Abfällen».

**Art. 30** - In Artikel 2 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass vom 12. Juli 2007, wird ein letzter Absatz mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Dieselbe Registrierung ist für die Ausübung der Tätigkeiten als Makler oder Händler von Abfällen erforderlich.».

**Art. 31** - Artikel 3 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«Art. 3 - Die Liste der registrierten Sammler, Transportunternehmer, Makler und Händler wird jährlich im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.»

**Art. 32** - In Artikel 4, § 1 desselben Erlasses werden die Wörter «per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbescheinigung eingereicht oder gegen Aufgabebescheinigung beim Amt ausgehändigt» durch die Wörter «entweder per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung oder durch ein ähnliches Verfahren, durch welches der Sendung und dem Erhalt der Akte ein sicheres Datum gegeben wird, eingereicht» ersetzt.

**Art. 33** - Artikel 4, § 2, 2<sup>o</sup>, *e*) desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

«*e*) eine kurze Beschreibung der für die Tätigkeiten, für die die Registrierung beantragt wird, eingesetzten technischen und menschlichen Mittel.».

**Art. 34** - In Artikel 5, Absatz 4 desselben Erlasses werden die Wörter «durch die Post» durch die Wörter «entweder per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung oder durch ein ähnliches Verfahren, durch welches der Sendung und dem Erhalt der Akte ein sicheres Datum gegeben wird,» ersetzt.

**Art. 35** - In den Artikeln 7, 9 und 11 desselben Erlasses werden die Wörter «per Einschreiben bei der Post» durch die Wörter «entweder per Einschreiben gegen Empfangsbescheinigung oder durch ein ähnliches Verfahren, durch welches der Sendung und dem Erhalt der Akte ein sicheres Datum gegeben wird,» ersetzt.

KAPITEL VIII — *Schluss- und Aufhebungsbestimmung*

**Art. 36** - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 14. Juni 1990 zur Festlegung der Regeln für die öffentliche Untersuchung bezüglich der Planung der Abfallbeseitigung wird außer Kraft gesetzt.

**Art. 37** - Was den Artikel 27 betrifft, werden die vor dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Erlasses eingereichten Genehmigungsanträge, sowie die diesbetreffenden Verwaltungsbeschwerden gemäß den am Tag der Einreichung des Antrags geltenden Regeln bearbeitet.

**Art. 38** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 10. Mai 2012

Der Minister-Präsident  
R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität  
Ph. HENRY

## Anlage

## «Anlage III

## Gefahreigenschaften für die Abfälle

H1	H1. Explosiv	Stoffe und Zubereitungen, die unter Einwirkung einer Flamme explodieren können oder empfindlicher auf Stöße oder Reibung reagieren als Dinitrobenzol.
H2	Brandfördernd	Stoffe und Zubereitungen, die bei Berührung mit anderen, insbesondere brennbaren Stoffen eine stark exotherme Reaktion auslösen.
H3-A.	Leicht entzündbar	-Stoffe und Zubereitungen in flüssiger Form mit einem Flammpunkt von unter 21°C (einschließlich hochentzündbarer Flüssigkeiten); oder -Stoffe und Zubereitungen, die sich bei Raumtemperatur an der Luft ohne Energiezufuhr erhitzen und schließlich entzünden können; oder -feste Stoffe und Zubereitungen, die sich durch kurzzeitigen Kontakt mit einer Zündquelle leicht entzünden und nach deren Entfernung weiterbrennen oder weiterglimmen; oder - unter Normaldruck an der Luft entzündbare gasförmige Stoffe und Zubereitungen; oder - Stoffe und Zubereitungen, die bei Berührung mit Wasser oder feuchter Luft hochentzündliche Gase in gefährlicher Menge entwickeln.
H3-B.	Entzündbar	flüssige Stoffe und Zubereitungen mit einem Flammpunkt von mindestens 21°C und höchstens 55°C.
H4	Reizend	Nicht ätzende Stoffe und Zubereitungen, die bei unmittelbarer, länger dauernder oder wiederholter Berührung mit der Haut oder den Schleimhäuten eine Entzündungsreaktion hervorrufen können.
H5	Gesundheitsschädlich	Stoffe und Zubereitungen, die bei Einatmung, Einnahme oder Hautdurchdringung Gesundheitsgefahren von beschränkter Tragweite hervorrufen können.
H6	Giftig	Stoffe und Zubereitungen (einschließlich hochgiftiger Stoffe und Zubereitungen), die bei Einatmung, Einnahme oder Hautdurchdringung schwere, akute oder chronische Gesundheitsgefahren oder sogar den Tod verursachen können.
H7	Krebserzeugend	Stoffe und Zubereitungen, die bei Einatmung, Einnahme oder Hautdurchdringung Krebs erzeugen oder dessen Häufigkeit erhöhen können.
H8	Ätzend	Stoffe und Zubereitungen, die bei Berührung mit lebenden Geweben zerstörend auf diese einwirken können.
H9	Infektiös	Stoffe und Zubereitungen, die lebensfähige Mikroorganismen oder ihre Toxine enthalten und die im Menschen oder sonstigen Lebewesen erwiesenermaßen oder vermutlich eine Krankheit hervorrufen.
H10	Fortpflanzungsgefährdend (reproduktionstoxisch)	Stoffe und Zubereitungen, die bei Einatmung, Einnahme oder Hautdurchdringung nichterbliche angeborene Missbildungen hervorrufen oder deren Häufigkeit erhöhen können.
H11	Mutagen	Stoffe und Zubereitungen, die bei Einatmung, Einnahme oder Hautdurchdringung Erbschäden hervorrufen oder ihre Häufigkeit erhöhen können.
H12	Abfälle	die bei der Berührung mit Wasser, Luft oder einer Säure ein giftiges oder sehr giftiges Gas abscheiden.
H13	Sensibilisierend	Stoffe und Zubereitungen, die bei Einatmung oder Hautdurchdringung eine Überempfindlichkeitsreaktion hervorrufen können, so dass bei künftiger Exposition gegenüber dem Stoff oder der Zubereitung charakteristische Störungen auftreten.
H14	Ökotoxisch	Stoffe und Zubereitungen, die unmittelbare oder mittelbare Gefahren für einen oder mehrere Umweltbereiche darstellen oder darstellen können.
H15		Stoffe und Zubereitungen, die nach Beseitigung auf irgendeine Weise die Entstehung eines anderen Stoffes bewirken können, z.B. ein Auslaugungsprodukt, das eine der oben genannten Eigenschaften aufweist.

Die Bezeichnung als «giftig» (und «sehr giftig»), «gesundheitsschädlich», «ätzend», «reizend», «krebserzeugend», «fortpflanzungsgefährdend (reproduktionstoxisch)», «mutagen» und «ökotoxisch» erfolgt nach den Kriterien der Anlage VI des Königlichen Erlasses vom 24. Mai 1982 zur Regelung der Vermarktung von Stoffen, die für den Menschen und dessen Umwelt gefährlich sein können.

Gegebenenfalls gelten die in den Teilen B u C der Anlage I des Königlichen Erlasses vom 11. Januar 1993 zur Regelung der Einstufung, Verpackung und Kennzeichnung gefährlicher Zubereitungen im Hinblick auf deren Vermarktung oder Verwendung erwähnten Grenzwerte.

Prüfverfahren

Die zu verwendenden Verfahren werden in der Verordnung der Kommission betreffend die Prüfverfahren gemäß Artikel 13, Paragraph 2 der Verordnung (EG) Nr. 1907/2006 zur Registrierung, Bewertung, Zulassung und Beschränkung chemischer Stoffe (REACH) und zur Schaffung einer Europäischen Agentur für chemische Stoffe, sowie in anderen einschlägigen CEN-Spezifikationen («CEN» - Europäischen Komitees für Normung) beschrieben.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Mai 2012 zur Abänderung verschiedener Erlasse der Wallonischen Regierung in Sachen Abfälle als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 10. Mai 2012

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 1589

[2012/202884]

**10 MEI 2012. — Besluit van de Waalse Regering  
tot wijziging van verscheidene besluiten van de Waalse Regering inzake de afvalstoffen**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 22 juli 1974 op het giftige afval;

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, inzonderheid op de artikelen 2, 3, 5, 8, 10 en 60;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 17, 45, 83 en 97;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 juni 1990 houdende bepaling van de regels van het openbaar onderzoek met betrekking tot de planning van de verwijdering van afvalstoffen;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte olie;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de polychloorbifenylen en polychloorterfenylen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2003 betreffende de registratie van de ophalers en vervoerders van andere afval dan gevaarlijke afval;

Gelet op advies 50.707/4 van de Raad van State, gegeven op 27 december 2011, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de Afvalcommissie, gegeven op 19 september 2011;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne » (Hoge raad van de steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 1 september 2011;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit.

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Doel**

**Artikel 1.** Richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

**HOOFDSTUK II. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992  
betreffende de gevaarlijke afvalstoffen**

**Art. 2.** § 1. Artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de gevaarlijke afvalstoffen, gewijzigd bij het besluit van 4 juli 2002, wordt gewijzigd als volgt :

1<sup>o</sup> punt 2<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

« 2<sup>o</sup> inzameling : het verzamelen van afvalstoffen, inclusief de voorlopige sortering en de voorlopige opslag van afvalstoffen, om deze daarna te vervoeren naar een afvalverwerkingsinstallatie; »;

2<sup>o</sup> punt 12<sup>o</sup> wordt opgeheven.

**Art. 3.** Artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 4 juli 2002, wordt vervangen door een nieuw artikel, luidend als volgt :

« Art. 4. § 1. Gevaarlijke afvalstoffen mogen niet worden gemengd met andere categorieën gevaarlijke afvalstoffen, noch met andere afvalstoffen, stoffen of materialen.

Onder mengen wordt ook het verdunnen van gevaarlijke stoffen verstaan.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 mogen gevaarlijke afvalstoffen worden gemengd met andere gevaarlijke afvalstoffen of met andere afvalstoffen, stoffen of materialen, op voorwaarde dat :

- a) er wordt gemengd door een inrichting of persoon die over een vergunning beschikt;
- b) de bepalingen van artikel 6bis van het decreet worden nageleefd en de negatieve gevolgen van het afvalbeheer op de menselijke gezondheid en het milieu niet worden vergroot, en tevens;
- c) de handeling in kwestie in overeenstemming is met de beste beschikbare technieken.

§ 3. Indien gevaarlijke afvalstoffen in strijd met paragraaf 1 gemengd zijn, zal, indien nodig en mogelijk, een scheiding moeten worden uitgevoerd rekening houdend met technische en economische haalbaarheidscriteria, om te voldoen aan artikel 6bis van het decreet. ».

**Art. 4.** Hetzelfde besluit wordt met een artikel 4bis aangevuld, luidend als volgt :

« Art. 4bis. Bij de inzameling, het vervoer en de tijdelijke opslag van gevaarlijke afvalstoffen worden laatstgenoemde verpakt en voorzien van een etiket overeenkomstig de bepalingen van het koninklijk besluit van 28 juni 2009 betreffende het vervoer via de weg of per spoor van gevaarlijke stoffen, met uitzondering van ontplofbare en radioactieve stoffen, en de Europese overeenkomst inzake het internationaal vervoer via de weg van gevaarlijke stoffen, het reglement betreffende het internationale spoorwegvervoer van gevaarlijke goederen, of het koninklijk besluit van 31 juli 2009 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren en de Europese overeenkomst betreffende het internationaal vervoer van gevaarlijke goederen over de binnenwateren. ».

**Art. 5.** Het opschrift van hoofdstuk III van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 4 juli 2002, wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk III. — Erkenning van ophalers, vervoerders, makelaars en handelaars van gevaarlijke afvalstoffen ».

**Art. 6.** In artikel 29 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 4 juli 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 29 worden de woorden « beroepshalve » ingevoegd tussen de woorden « gevaarlijke afvalstoffen » en « zijn »;

2° er wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Deze erkenning wordt vereist voor het uitoefenen van de activiteiten van makelaar en handelaar in afvalstoffen. ».

**Art. 7.** Artikel 31 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 4 juli 2002, wordt vervangen als volgt :

« Art. 31. De lijst van de ophalers, vervoerders, makelaars en handelaars van gevaarlijke afvalstoffen wordt jaarlijks bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op het leefmilieuportaal van het Waalse Gewest. ».

**Art. 8.** Artikel 32, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 4 juli 2002, wordt vervangen als volgt :

« Om als ophaler, vervoerder, makelaar of handelaar van gevaarlijke afvalstoffen erkend te worden, dient aan de volgende voorwaarden te worden voldaan : ».

**Art. 9.** In artikel 36, § 2, c), van hetzelfde besluit worden de woorden « die jaarlijks opgehaald en vervoerd kan worden » vervangen door de woorden « die jaarlijks opgehaald, vervoerd of aan handelstransacties of makelaarsverrichtingen onderworpen kan worden; ».

**Art. 10.** Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 37. De beslissing wordt aan de aanvrager betekend, hetzij bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst, hetzij via elke gelijksoortige formule die de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgen. Elke beslissing tot erkenning wordt in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. Dit uittreksel vermeldt de identiteit van de ophaler, vervoerder, makelaar of handelaar en de aard van de afvalstoffen die het voorwerp kunnen uitmaken van deze verschillende handelingen. ».

**Art. 11.** In artikel 59 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 4 juli 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « alsook elke makelaar of handelaar, » worden ingevoegd tussen de woorden « valorisatieinstallatie van gevaarlijk stoffen » en « moet een register bijhouden »;

2° er wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Bewijsstukken omtrent het beheer van de afvalstoffen worden op verzoek van de Dienst of van de voorgaande houder overgelegd. ».

**Art. 12.** In artikel 70 van hetzelfde besluit worden de woorden « het erkende vervoerborderel bedoeld in de artikelen 53, 84 en 112 van het besluit van de Gewestexecutieve van 23 juli 1987 betreffende de gecontroleerde stortplaatsen » vervangen door de woorden « het vervoersformulier bedoeld in artikel 24 van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving ».

**Art. 13.** Artikel 71, § 2, eerste en tweede lid, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« § 2. Deze Commissie bestaat uit :

1° de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde die de Commissie voorzigt;

2° de inspecteur-generaal van de Dienst of zijn afgevaardigde;

3° de inspecteur-generaal van het Departement Vergunningen en Toelatingen of zijn afgevaardigde;

4° de inspecteur-generaal van het Departement Leefmilieu en Water of zijn afgevaardigde;

5° de inspecteur-generaal van het Departement Ordehandhaving en Controles of zijn afgevaardigde;

6° drie personen gekozen krachtens hun bijzondere wetenschappelijke bevoegdheid met name op de volgende gebieden : chemische techniek, toxicologie en landbouwkunde;

7° een vertegenwoordiger van het referentielaboratorium van het Waalse Gewest bedoeld in artikel 40 van het decreet;

8° een secretaris gekozen binnen de Dienst.

De onder 6° tot 8° bedoelde leden van de Commissie worden door de Minister benoemd voor een termijn van zes jaar. Hun mandaat is hernieuwbaar bij het verstrijken van de termijn. Wanneer het mandaat voortijdig wordt beëindigd, benoemt de Minister een plaatsvervanger die het lopende mandaat voleindigt. ».

**Art. 14.** In de artikelen 34, § 1, 35, 36, § 1 en 3, vierde lid, en 56, § 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden « bij aangetekend schrijven » vervangen door de woorden « hetzij bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst, hetzij via elke gelijksoortige formule die de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgt ».

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte olie*

**Art. 15.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de afgewerkte olie worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1° wordt vervangen als volgt :

« 1° afgewerkte olie : afgewerkte olie zoals omschreven in het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen; ».

2° punt 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° inzameling : het verzamelen van afgewerkte olie, inclusief de voorlopige sortering en de voorlopige opslag van afgewerkte olie, om deze daarna te vervoeren naar een afvalverwerkingsinstallatie; »;

3° punt 8° wordt vervangen als volgt :

« 8° regeneratie : iedere recyclingshandeling waardoor basisoliën kunnen worden geproduceerd door raffinage van afgewerkte olie, in het bijzonder door uit die olie de verontreinigende stoffen, oxidatieproducten en additieven te verwijderen; ».

4° punt 14° wordt opgeheven.

**Art. 16.** In artikel 23 van hetzelfde besluit worden de woorden « het erkende vervoerborderel bedoeld in de artikelen 53, 84 en 112 van het besluit van de Gewestexecutieve van 23 juli 1987 betreffende de gecontroleerde stortplaatsen » vervangen door de woorden « het vervoersformulier bedoeld in artikel 24 van het besluit van de Waalse Regering van 27 februari 2003 houdende sectorale voorwaarden voor de exploitatie van centra voor technische ingraving ».

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus*

**Art. 17.** § 1. Artikel 3, 2°, van het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 1997 tot opstelling van een afvalcatalogus, gewijzigd bij het besluit van 24 januari 2002, wordt vervangen als volgt :

« 2° hetzij als het één of meer van de in bijlage III opgesomde eigenschappen vertoont en wat de punten H3 tot H8, H10 en H11 van bijlage III betreft, als het één of meer van de volgende eigenschappen vertoont :

- vlampunt van 55 °C of minder;
- één of meer als zeer giftig ingedeelde stoffen met een totale concentratie van 0,1 % of meer;
- één of meer als giftig ingedeelde stoffen met een totale concentratie van 3 % of meer;
- één of meer als schadelijk ingedeelde stoffen met een totale concentratie van 25 % of meer;
- één of meer als R 35 ingedeelde corrosieve stoffen met een totale concentratie van 1 % of meer;
- één of meer als R 34 ingedeelde corrosieve stoffen met een totale concentratie van 5 % of meer;
- één of meer als R 41 ingedeelde irriterende stoffen met een totale concentratie van 10 % of meer;
- één of meer als R 36, R 37 of R 38 ingedeelde irriterende stoffen met een totale concentratie van 20 % of meer;
- een stof waarvan bekend is dat ze kankerverwekkend is (categorie 1 of 2) met een concentratie van 0,1 % of meer;
- een stof waarvan bekend is dat ze kankerverwekkend is (categorie 3) met een concentratie van 1 % of meer;
- een als R 60 of R 61 ingedeelde voor de voortplanting giftige stof (categorie 1 of 2) met een concentratie van 0,5 % of meer;
- een als R 62 of R 63 ingedeelde voor de voortplanting giftige stof (categorie 3) met een concentratie van 5 % of meer;
- een als R 46 ingedeelde mutagene stof (categorie 1 of 2) met een concentratie van 0,1 % of meer;
- een als R 40 ingedeelde mutagene stof (categorie 3) met een concentratie van 1 % of meer. ».

**Art. 18.** In artikel 4, van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 3, 2°, a) » vervangen door de woorden « artikel 3, 2 ».

**Art. 19.** In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« In het geval dat de Dienst het niet-gevaarlijk karakter van een afvalstof erkent die door artikel 3, 1° als gevaarlijk wordt beschouwd, moet hij de Europese Commissie hiervan onmiddellijk op de hoogte brengen en de nodige bewijsstukken verstrekken. ».

**Art. 20.** Hetzelfde besluit wordt met een artikel *8bis* aangevuld, luidend als volgt :

« Art. 8*bis*. De herindeling van gevaarlijke afvalstoffen als niet-gevaarlijke afvalstoffen mag niet plaatsvinden na verdunning of vermenging met het oogmerk om de oorspronkelijke concentraties van gevaarlijke stoffen onder de drempelwaarde voor kenmerking als gevaarlijk te brengen. ».

**Art. 21.** In bijlage I bij hetzelfde besluit wordt « B » vervangen door « NB » tegenover code 03 03 02 in de kolom « Biologisch of niet-biologisch afbreekbare organische afvalstoffen ».

**Art. 22.** Bijlage II bij hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 23.** Bijlage III bij hetzelfde besluit wordt vervangen door de bijlage bij dit besluit.

HOOFDSTUK V. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de polychloorbifenylen en polychloorterfenylen*

**Art. 24.** In artikel 6 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 9 april 1992 betreffende de polychloorbifenylen en polychloorterfenylen, gewijzigd bij het besluit van 4 juli 2002, wordt het woord « professionele » ingevoegd tussen de woorden « Elke » en « ophaler ».

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging in het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning*

**Art. 25.** In artikel 19 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 betreffende de procedure en diverse maatregelen voor de uitvoering van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, gewijzigd bij het besluit van 27 november 2008, bij het besluit van 12 februari 2009, bij het besluit van 27 mei 2009 en bij het besluit van 10 februari 2011, wordt tussen het vijfde en het zesde lid, een lid ingevoegd, luidend als volgt :

« De beslissing waarbij een milieuvergunning wordt toegekend voor verbrandings en/of medeverbrandingsinstallaties vermeldt de voorziene maatregelen die ervoor moeten zorgen dat de terugwinning van energie plaatsvindt met hoge energie-efficiëntie. ».

**Art. 26.** In artikel 46 van hetzelfde besluit wordt tussen het vijfde en het zesde lid volgend lid ingevoegd :

« De beslissing waarbij een éénmalige vergunning wordt toegekend voor verbrandings en/of meeverbrandingsinstallaties vermeldt de voorziene maatregelen die ervoor moeten zorgen dat de terugwinning van energie plaatsvindt met hoge energie-efficiëntie. ».

**Art. 27.** Bijlage XVII bij hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt e), luidend als volgt :

« e) wanneer de aanvraag een verbrandings en/of meeverbrandingsinstallaties met terugwinning van energie betreft, vertoont deze terugwinning een hoge energie-efficiëntie. ».

HOOFDSTUK VII. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2003 betreffende de registratie van ophalers en vervoerders van andere dan gevaarlijke afvalstoffen*

**Art. 28.** In het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 13 november 2003 betreffende de registratie van ophalers en vervoerders van andere dan gevaarlijke afvalstoffen worden de woorden « , makelaars, handelaars » ingevoegd tussen de woorden « ophalers » en « vervoerders ».

**Art. 29.** Het opschrift van hoofdstuk II van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Hoofdstuk II.- Registratie van ophalers, vervoerders, makelaars en handelaars van andere dan gevaarlijke afvalstoffen ».

**Art. 30.** Artikel 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van 12 juli 2007, wordt aangevuld met een laatste lid, luidend als volg :

« Deze registratie wordt vereist voor het uitoefenen van de activiteiten van makelaar en handelaar in afvalstoffen. ».

**Art. 31.** Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 3. De lijst van de geregistreerde ophalers, vervoerders, makelaars en handelaars wordt jaarlijks bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*. ».

**Art. 32.** In artikelen 4, § 1, van hetzelfde besluit, worden de woorden « De registratieaanvraag wordt bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst aan de Dienst gericht of tegen ontvangstbewijs bij de Dienst afgegeven » vervangen door de woorden « De registratieaanvraag wordt aan de Dienst gericht, hetzij bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst, hetzij via elke gelijksoortige formule die de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgen ».

**Art. 33.** Artikel 4, § 2, 2<sup>o</sup>, e), van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« e) een korte omschrijving van de technische en menselijke middelen ingezet voor de activiteiten waarvoor de registratie wordt aangevraagd. ».

**Art. 34.** In artikel 5, vierde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « per post » vervangen door de woorden « hetzij bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst, hetzij via elke gelijksoortige formule die de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgen ».

**Art. 35.** In de artikelen 7, 9 en 11, van hetzelfde besluit, worden de woorden « bij ter post aangetekend schrijven » vervangen door de woorden « hetzij bij aangetekend schrijven met bericht van ontvangst, hetzij via elke gelijksoortige formule die de verzend- en de ontvangstdatum van de akte waarborgen ».

HOOFDSTUK VIII. — *Slot- en opheffingsbepalingen*

**Art. 36.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 14 juni 1990 houdende bepaling van de regels van het openbaar onderzoek met betrekking tot de planning van de verwijdering van afvalstoffen wordt opgeheven.

**Art. 37.** Voor artikel 27 worden de vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit ingediende vergunningsaanvragen alsmede de desbetreffende administratieve beroepen behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van de aanvraag.

**Art. 38.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 mei 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

## Bijlage

## « Bijlage III

## Gevaarlijke eigenschappen van afvalstoffen

H1	Ontploffbaar	stoffen en preparaten die bij aanraking met een vlam kunnen ontploffen of voor stoten of wrijving gevoeliger zijn dan dinitrobenzeen.
H2	Oxiderend	stoffen en preparaten die bij aanraking met andere stoffen, met name ontvlambare stoffen, sterk exotherm kunnen reageren.
H3-A.	Licht ontvlambaar	vloeibare stoffen en preparaten die een vlampunt beneden 21 °C hebben (zeer licht ontvlambare vloeistoffen inbegrepen); of - stoffen en preparaten die, bij normale temperatuur aan de lucht blootgesteld, zonder toevoer van energie in temperatuur kunnen stijgen en ten slotte kunnen ontbranden; of - vaste stoffen en preparaten die, door kortstondige inwerking van een ontstekingsbron, gemakkelijk kunnen worden ontstoken en na verwijdering van de ontstekingsbron blijven branden of gloeien; of - gasvormige stoffen en preparaten die bij normale druk met lucht ontvlambaar zijn; of - stoffen en preparaten die bij aanraking met water of vochtige lucht, licht ontvlambare gassen in een gevaarlijke hoeveelheid ontwikkelen.
H3-B.	Ontvlambaar	vloeibare stoffen en preparaten die een vlampunt van ten minste 21 °C en ten hoogste 55 °C hebben.
H4	Irriterend	niet-corrosieve stoffen en preparaten die door directe, langdurige, of herhaalde aanraking met de huid of de slijmvliezen een ontsteking kunnen veroorzaken.
H5	Schadelijk	stoffen en preparaten die door inademing of door opneming via de mond of de huid gevaren van beperkte aard kunnen opleveren.
H6	Giftig	stoffen en preparaten die door inademing of door opneming via de mond of de huid ernstige, acute of chronische gevaren en zelfs de dood kunnen veroorzaken (zeer giftige stoffen en preparaten inbegrepen).
H7	Kankerverwekkend	stoffen en preparaten die door inademing of door opneming via de mond of de huid kanker veroorzaken of de frequentie van kanker kunnen doen toenemen.
H8	Corrosief	stoffen en preparaten die bij aanraking een vernietigende werking op levende weefsels kunnen uitoefenen.
H9	Infectieus	stoffen en preparaten die levensvatbare micro-organismen of hun toxinen bevatten waarvan bekend is of waarvan sterk wordt vermoed dat zij ziekten bij de mens of bij andere levende organismen veroorzaken.
H10	Vergiftig voor de voortplanting	stoffen en preparaten die door inademing of door opneming via de mond of de huid niet-erfelijke misvormingen veroorzaken of de frequentie daarvan kunnen doen toenemen.
H11	Mutageen	stoffen en preparaten die door inademing of door opneming via de mond of de huid erfelijke genetische schade veroorzaken of de frequentie daarvan kunnen doen toenemen.
H12	Afvalstoffen	die in contact met water, lucht of zuur vergiftig of zeer vergiftig gas ontwikkelen.
H13	Sensibiliserend	stoffen en preparaten die bij inademing of bij opneming via de huid aanleiding kunnen geven tot een zodanige reactie van hypersensibilisatie dat latere blootstelling aan de stof of het preparaat karakteristieke nadelige effecten veroorzaakt.
H14	Ecotoxisch	stoffen en preparaten waarvan het gebruik onmiddellijk of na verloop van tijd gevaar voor één of meer sectoren van het milieu kan opleveren.
H15		Stoffen en preparaten die na verwijdering op de een of andere wijze een andere stof doen ontstaan (bijvoorbeeld een uitlogingsproduct) die een van de bovengenoemde eigenschappen bezit.

De gevaarlijke eigenschappen « vergiftig » (en « zeer vergiftig »), « schadelijk », « corrosief », « irriterend », « kankerverwekkend », « vergiftig voor de voortplanting », « mutageen » en « ecotoxisch » worden toegeschreven volgens de criteria van bijlage VI van het koninklijk besluit van 24 mei 1982 houdende reglementering van het in de handel brengen van stoffen die gevaarlijk kunnen zijn voor de mens of voor zijn leefmilieu.

Waar dit relevant is, gelden de grenswaarden die zijn vermeld in de delen B en C van bijlage I bij het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot regeling van de indeling, de verpakking en het kenmerken van gevaarlijke preparaten met het oog op het op de markt brengen of het gebruik ervan.

Testmethoden

De te gebruiken methoden zijn omschreven in de Verordening van de Commissie betreffende de testmethoden, zoals bepaald in artikel 13, paragraaf 2, van Verordening (EG) 1907/2006 inzake de registratie en beoordeling van en de autorisatie en beperkingen ten aanzien van chemische stoffen (REACH), tot oprichting van een Europees Agentschap voor chemische stoffen, en in andere relevante nota's van het Europees Comité voor Normalisatie (CEN).

Gezien om te worden gevoegd bij het Besluit van de Waalse Regering van 10 mei 2012 tot wijziging van verscheidene besluiten van de Waalse Regering inzake de afvalstoffen.

Namen, 10 mei 2012.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
Ph. HENRY

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 1590

[2012/203021]

#### 21 MAI 2012. — Arrêté ministériel autorisant temporairement la pêche dans le lit d'une partie de l'Ourthe et de l'Ambève

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

Vu la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1954 sur la pêche fluviale, notamment l'article 14;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993 portant exécution de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1954 sur la pêche, notamment l'article 16, 2<sup>o</sup>, et l'article 36, 2<sup>o</sup>;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 décembre 2011 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu la requête introduite le 3 mars 2011 par l'Union des Pêcheurs de l'Ourthe et de l'Ambève;

Vu la requête introduite le 11 mai 2011 par le Groupement des Sociétés de Pêche de l'Ourthe banale luxembourgeoise;

Vu l'avis du Département de la Nature et des Forêts;

Considérant que la présente dérogation rencontre un intérêt local, notamment sur le plan touristique et pour la promotion de la pêche,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Par dérogation à l'article 16, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993 portant exécution de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1954 sur la pêche fluviale, il est permis temporairement de pêcher dans le lit de l'Ambève en aval du pont de Remouchamps à partir du premier samedi de juin, quel que soit le mode de pêche pratiqué.

**Art. 2.** Par dérogation à l'article 36, 2<sup>o</sup>, de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 11 mars 1993 portant exécution de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1954 sur la pêche fluviale, il est permis temporairement de pêcher dans le lit de l'Ourthe en aval du pont de Nisramont à partir du premier samedi de juin, quel que soit le mode de pêche pratiqué.

**Art. 3.** Le présent arrêté cesse de produire ses effets le 31 décembre 2014.

Namur, le 21 mai 2012.

C. DI ANTONIO

\_\_\_\_\_

ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2012 — 1590

[2012/203021]

#### 21. MAI 2012 — Ministerialerlass, durch den der Fischfang im Bett eines Abschnitts der Ourthe und der Amel vorläufig erlaubt wird

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe,

Aufgrund des Gesetzes vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei, insbesondere des Artikels 14;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 11. März 1993 zur Ausführung des Gesetzes vom 1. Juli 1954 über die Flussfischerei, insbesondere der Artikel 16, 2<sup>o</sup> und 36, 2<sup>o</sup>;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Dezember 2011 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung;

Aufgrund des am 3. März 2011 durch die "Union des Pêcheurs de l'Ourthe et de l'Ambève" eingereichten Antrags;

Aufgrund des am 11. Mai 2011 durch die "Groupement des Sociétés de Pêche de l'Ourthe banale luxembourgeoise" eingereichten Antrags;

Aufgrund des Gutachtens der Abteilung Natur und Forstwesen;